

Unité départementale du Littoral
Unité du Littoral
rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GPMD Ex SEA BULK QPO

6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest
Port 6050 - BP 100
59279 Loon-Plage

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\GPMD_ Ex SEA BULK QPO_Loon_Plage_0007002602\2_Inspections\2025 08 07 récollement MED déchets charbonneux
Code AIOT : 0007002602

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2025 dans l'établissement GPMD Ex SEA BULK QPO implanté 6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest Port 6050 - BP 100 59279 Loon-Plage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte des constatations réalisées sur le site du QPO les 08 juillet 2025 et 07 août 2025 relatives au respect de la mise en demeure du 10 mars 2025 concernant l'excavation de déchets stockés de manière non conforme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GPMD Ex SEA BULK QPO
- 6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest Port 6050 - BP 100 59279 Loon-Plage
- Code AIOT : 0007002602

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, historiquement exploité par la société SEA BULK, dispose des installations permettant de réceptionner les grands navires vraciers (160 000 tonnes), de les décharger, de stocker les produits avant réexpédition par voies routière, ferrée ou par voie d'eau vers des industriels sidérurgistes et utilisateurs de charbon pour la production d'énergie du Nord de la France, de la Lorraine et de l'Allemagne. Le site comporte notamment :

- une zone de stockage «bord à quai» de 19 500 m² pour les pondéreux réexpédiés par camion,
- une zone de pré-stock de 19 000 m² qui permet d'absorber le déchargement des navires en cas d'indisponibilité des convoyeurs,
- une zone de stockage à rotation de courte durée constituée de 4 parcs (P1 à P4) et d'un parc annexe,
- des engins de manutention :
 - 3 portiques pour le déchargement des navires et la reprise des produits en pré-stock,
 - 1 appareil de chargement des barges et péniches,
 - des stations de chargement wagons.

Le site est régulièrement autorisé pour un dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses relevant de la rubrique 4801 (3 200 000 t). Il est également enregistré au titre des rubriques 2517, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées et pour une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes dont le volume de stockage est supérieur à 1 000 m³ au titre de la rubrique 2716. Depuis le 1er décembre 2022, l'exploitation de la majorité de l'activité a été reprise par le Grand Port Maritime de Dunkerque hormis les activités relatives à la rubrique 2716. Dans le cadre de l'arrivée de nouveaux industriels au Sud du QPO, le GPMD a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet la réduction d'emprise de ses activités en juillet 2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	caractérisation	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Sans objet
2	excavation	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux premiers point de la mise en demeure du 10 mars 2025 à savoir, la caractérisation et l'excavation des déchets sont respectés. L'exploitant souhaite cependant poursuivre la caractérisation car le caractère dangereux des déchets est possible mais non certains en l'état des analyses. Dans l'attente de la caractérisation définitive (devant intervenir au plus tard le 06 octobre 2025); les déchets excavés sont tenus isolés de l'environnement par des bâches étanches. Le respect du 3^{ème} point de la mise en demeure à savoir la valorisation ou l'élimination des déchets

sera déterminé à l'issue du délais accordé à l'exploitant pour se mettre en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : caractérisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Le Grand Port Maritime de Dunkerque exploitant une installation de stockage en vrac de minéraux sur la commune de Loon-Plage est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.1.3, 5.1.4 et 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 susvisé en : <ul style="list-style-type: none">Établissant le caractère dangereux ou non, inerte ou non, des déchets charbonneux de la zone concernée par la réduction d'emprise du site identifiés lors des analyses de sols présentées dans le diagnostic de la qualité des sols zone Sud du quai pondéreux Ouest à Loon-Plage (59) référencé P 231206 V2 du 07 février 2024 ainsi que dans le plan de gestion « Emprise libérée au sein de l'établissement quai pondéreux ouest Loon-Plage / Gravelines » référencé P 230815 du 15 juillet 2024 sous 2 mois. Cette caractérisation nécessaire à la définition de la filière de traitement appropriée est réalisée sans mélange avec d'autres catégories de déchets ou matériaux et est transmise à l'inspection des installations classées dès réception. Pour mémoire, dispositions de l'arrêté du 12/06/2020 : <i>Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets</i> <i>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</i> <i>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</i> <i>Article 5.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement</i> <i>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L5111 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</i> <i>Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement</i> <i>A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.</i>
Constats : <u>Constats de l'inspection du 08 juillet 2025 :</u>

Au jour de l'inspection aucun document permettant d'établir le caractère inerte ou non, dangereux ou non des déchets enfouis n'a été transmis.

Constats de l'inspection du 07 août 2025 :

Lors de l'inspection l'exploitant a remis un document intitulé : " Diagnostic complémentaire de la qualité des sols" référencé "P 241204". Ce document auquel sont annexés des résultats d'analyses d'échantillons de sols et de déchets enfouis, permet de délimiter la présence des déchets charbonneux (en surface et profondeur), évalue l'acceptabilité des déchets en installation de stockage de déchets inerte et propose une classification en fonction des critères de dangerosité.

La zone contenant des résidus charbonneux a été découpée en 3 sous-zones, les déchets contenus dans chaque sous zones ont été analysés afin de définir leur caractère inerte ou non. Le rapport conclut au caractère inerte des déchets présent dans 2 sous-zones sur les 3. Les déchets présents dans la troisième sous-zone ne peuvent être considérés comme inertes compte tenu de leur teneur trop élevée en hydrocarbures.

Le caractère dangereux des déchets a été évalué de façon globale, le rapport indique que les déchets sont dangereux car répondant au critère HP12 du règlement (UE) n° 1357/2014 : "dégagement d'un gaz à toxicité aigüe au contact de l'eau ou d'un acide". Le rapport de l'organisme ayant réalisé les essais indique :

" Après ajout d'acide nitrique dilué, nous observons un dégagement gazeux important : présence de bulles persistants (> 5 min). Au vu de la composition chimique de l'échantillon, nous ne pouvons pas exclure le fait que le gaz dégagé soit un intermédiaire chimique ou un produit susceptible de dégager PH₃, HCN, HF, H₂S, SO₂, HCl et Cl₂. Cependant, nous pouvons exclure la présence de substances portant la mention de danger EUH029 car le contact des échantillons avec de l'eau n'a entraîné aucun dégagement gazeux."

Le gaz émis au contact de l'acide n'a pas été identifié, son caractère toxique est supposé. L'exploitant a indiqué approfondir les analyses afin de déterminer la nature précise du gaz émis et donc son caractère dangereux ou non.

Sur le site du QPO, aucun risque de contact entre le déchets et un acide n'a été identifié au cours de l'inspection.

Bien que l'exploitant souhaite approfondir les analyses pour écarter le caractère dangereux des déchets, la mise en demeure est respectée puisque la caractérisation des déchets a été réalisée et transmise à l'inspection des installations classées.

Le 20 août 2025 l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le résultat des nouvelles analyses serait disponible au 06 octobre 2025. Les déchets seront jusqu'à cette date confinés entre deux bâches étanches permettant d'éviter toute dispersion et tout contact avec les eaux de pluies (et a fortiori de toute substance acide).

Compte tenu du fait que les filières de traitement des déchets dangereux et non dangereux sont totalement différentes et qu'il convient conformément au code de l'environnement, de prioriser

les options permettant le réemploi puis la valorisation des déchets (ce qui serait impossible si ces déchets étaient considérés comme dangereux), l'inspection des installations classées considère comme conforme le report de la définition des filières de traitement à octobre 2025 et le placement dans un état sûr du stock de déchets excavés jusqu'à cette date.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra dès réception le résultat des analyses complémentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : excavation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le Grand Port Maritime de Dunkerque exploitant une installation de stockage en vrac de minéraux sur la commune de Loon-Plage est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.1.3, 5.1.4 et 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 susvisé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> En excavant et entreposant les déchets et résidus de la zone concernée par la réduction d'emprise sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées conforme à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2020. Les premiers travaux d'excavations débutent sous 3 mois maximum, l'intégralité des résidus est excavée sous 6 mois. ^ <p>Pour mémoire, dispositions de l'arrêté du 12/06/2020 :</p> <p>Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>Article 5.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L5111 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>

Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

Constats :

constats de l'inspection du 08 juillet 2025 :

Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de travaux, de matériel, ou travail récent sur les terrains concernés.

Le seul changement constaté depuis la dernière visite d'inspection (03 septembre 2024) est la présence de pieux en bois peints en jaune et orange, peut-être pour délimiter la zone de présence des déchets à excaver.

constats de l'inspection du 07 août 2025 :

Lors de l'inspection, il a été constaté visuellement l'excavation des déchets charbonneux sur l'ensemble de la zone visée par la mise en demeure. Les bords et fond de fouille ne comportent visuellement plus de déchets charbonneux.

Les déchets ont été entreposés sur des bâches étanches. Après l'inspection, l'exploitant a fait recouvrir les déchets par une autre bâche étanche afin d'éviter tout contact entre les eaux météoriques et les déchets. (les photographies montrant l'installation de ces bâches ont été transmises le 22 août 2025).

Bien que la solution technique mise en œuvre soit différente de celle évoquée dans la mise en demeure (collecte des eaux météoriques souillées par le passage dans les déchets), les mesures prises par l'exploitant permettent d'atteindre le but recherché à savoir l'absence de pollution des sols et des eaux souterraines par ruissellement d'eaux polluées.

La mise en demeure est respectée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite